

Chypre : victoire électorale des proeuropéens au Nord

mercredi 23 février 2005, par [Marie-Michèle Martinet](#)

Le Figaro - 22/02/2005

Istanbul : Marie-Michèle Martinet

Le parti du premier ministre sortant, Mehmet Ali Talat, est le gagnant des élections législatives anticipées qui se sont déroulées dimanche dernier à Chypre, dans la partie nord de l'île. En obtenant 44,5% des suffrages, le Parti républicain turc (CTP, centre gauche) emporte 24 des 50 sièges au Parlement, en s'appuyant sur un programme résolument proeuropéen qui, en mai 2004, au lendemain de l'échec du plan de réunification de l'île proposé par l'ONU, avait pourtant fait perdre à son gouvernement la courte majorité dont il disposait jusque-là.

Neuf mois plus tard, Mehmet Ali Talat n'a pas changé de cap : sa campagne est restée résolument proeuropéenne. Et en votant majoritairement pour son programme, les Chypriotes turcs ont encore une fois exprimé leur adhésion au projet de réunification. Le principal rival du CTP, le Parti de l'unité nationale (UBP, nationaliste), qui a fait campagne contre la réunification, n'obtient que 31,6% des voix.

Dès l'annonce des résultats, la Commission européenne s'est réjouie de cette volonté clairement exprimée par les électeurs. En dépit des frustrations et des lenteurs qui empêchent toujours le nord de l'île de rompre son isolement et paralysent l'économie de la région depuis plus de trente ans, les Chypriotes turcs veulent toujours croire que l'ouverture vers l'Europe reste possible.

La Turquie veut également y croire. En décembre dernier, au sommet de Bruxelles, elle s'est engagée sur la voie d'une ouverture des négociations d'adhésion à l'Europe prévue pour octobre prochain. D'ici là, elle doit cependant remplir certaines conditions : la reconnaissance de la République de Chypre, qui passe par la normalisation de ses relations avec les Chypriotes grecs, figure parmi les dossiers les plus délicats à régler.

Aussitôt après le vote de dimanche, Mehmet Ali Talat a tenté de débloquer la situation en appelant le président chypriote grec, Tassos Papadopoulos, à réactiver avec lui le processus de paix : « Je veux appeler les dirigeants de la partie chypriote grecque à saisir la main que nous leur tendons pacifiquement », a-t-il lancé. La veille, il avait invité la communauté internationale à faire pression sur les Chypriotes grecs pour les obliger à renouer le dialogue : « La balle est dans le camp des Chypriotes grecs, expliquait-il. Mais les Nations unies, l'Europe et la communauté internationale doivent user de leur influence pour les ramener à la table de jeu. »

Le gouvernement chypriote grec a répondu hier qu'il espérait lui aussi une reprise des négociations. Le porte-parole du gouvernement, Kypros Chrysostomides, a précisé que, selon lui, des négociations avec Ankara seraient également nécessaires : « Il s'agit d'un problème international et nous pouvons en résoudre les aspects internationaux avec la Turquie. »

Réponse quasi simultanée du porte-parole du gouvernement turc, Cemil Cicek : selon lui, il n'y a « pas une minute à perdre » pour tenter de trouver une solution au problème chypriote. Et nul ne doute qu'Ankara ne ménagera pas sa peine, dans les semaines et les mois à venir, afin de multiplier les chances d'un règlement. Car en cas de blocage persistant, la candidature turque à l'adhésion européenne pourrait se

retrouver compromise.

Dans l'immédiat, Mehmet Ali Talat se prépare à former un nouveau gouvernement de coalition. Hier, il laissait entendre qu'il pourrait reconduire son alliance avec le parti démocrate (DP, centre droite) de Serdar Denktas, fils du président Rauf Denktas. Celui-ci a d'ores et déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas aux élections présidentielles prévues en avril prochain. Une candidature de Mehmet Ali Talat au poste de numéro un pourrait alors être à l'ordre du jour.